

MARX

MARX,

Critique du programme de Gotha, Paris, Éditions Sociales, 2008, édition préparée par Sonia Dayan-Herzbrun et Jean-Numa Ducange, traduction de l'allemand par Sonia Dayan-Herzbrun, 122 pages.

Ce petit livre est le premier à être publié par la GEME, Grande Édition de Marx et Engels, un projet ambitieux des Éditions Sociales piloté par une association scientifique présidée par Isabelle Garo ; il s'agit d'une nouvelle traduction de l'ensemble des œuvres des deux penseurs, en collaboration avec la MEGA, Marx-Engels Gesamtausgabe, de Berlin. Présentée sur papier et en version électronique, elle comportera quelques dizaines de volumes, chacun comprenant un appareil critique et des index. Ce projet, qui témoigne de l'intérêt renouvelé pour le marxisme en France, sera sans doute un apport de toute première importance à la connaissance des écrits de Marx et Engels, souvent introuvables en français ou victimes de traductions approximatives (notamment à Moscou) – sans parler des *Manuscrits* qui restent à ce jour inédits dans notre langue.

— La *Critique du programme de Gotha* est, comme l'on sait, un ensemble de notes
176 envoyées en 1875 par Marx à Wilhelm Bracke et aux autres dirigeants du Parti social-démocrate des travailleurs (Wilhelm Liebknecht, August Bebel), le parti fondé par des disciples de Marx à Eisenach en 1869, au moment où il se prépare à fusionner avec l'Association générale des travailleurs allemands, fondée par Ferdinand Lassalle en 1863. Ce document, qui dénonce avec virulence les concessions programmatiques faites par ses amis – les « gens de Eisenach » – aux lassalléens, ne sera publié que bien plus tard, en 1891, c'est-à-dire après la mort de Marx, par Friedrich Engels. Les critiques de Marx concernent une grande diversité de questions, depuis la « loi d'airain des salaires » chère à Lassalle, jusqu'à la mise en question de la thèse qui fait du travail la seule source de la richesse (la nature l'est tout autant, selon Marx). Mais le thème le plus important, du point de vue politique, c'est le refus de ce que son auteur appelle « la servile croyance en l'État de la secte lassalléenne ». Abondamment cité par Lénine dans *L'État et la Révolution*, le document deviendra un des textes canoniques du « marxisme-léninisme », notamment par l'utilisation polémique qu'il fait du concept de « dictature du prolétariat ».

— Comme le rappellent Sonia Dayan-Herzbrun et Jean-Numa Ducange dans leur excellente introduction – qui analyse les circonstances historiques de la rédaction et de la diffusion de ces *Randglossen* (notes marginales) – cet ensemble épars de notes deviendra, au cours du XX^e siècle, « un texte de combat contre le socialisme rallié à l'État ». C'est ce qui fait son intérêt aujourd'hui, au-delà des polémiques de Marx contre Lassalle, souvent datées et d'une portée surtout historique.

— Outre les notes de Marx lui-même, sa lettre à Bracke, et les différentes versions du *Programme de Gotha* – celle qui fut l'objet des critiques de Marx et celle, quelque

peu modifiée, finalement approuvée lors du congrès d'unification des deux partis ouvriers –, ce volume contient en annexe une série de documents qui en facilitent grandement l'intelligence: des extraits du livre de Bakounine, *État et anarchisme* (1873), dont la violente dénonciation de l'étatisme des sociaux-démocrates allemands a sans doute contribué à la réaction de Marx; des extraits de la « Lettre ouverte » aux ouvriers allemands de Lassalle (1863), qui témoigne de ses emprunts à la philosophie hégélienne de l'État; la lettre de Friedrich Engels à Bebel (1875) et sa présentation des notes de Marx lors de leur publication en 1891; le commentaire de cette publication dans le quotidien social-démocrate allemand *Vorwärts*; enfin, une chronologie, une bibliographie et un index des noms cités. Signalons néanmoins un oubli: le titre allemand du texte original, tel qu'il fut publié en 1891 par Engels: il ne figure ni dans l'introduction, ni dans la bibliographie...

Michael LÖWY

Robert FINESCHI

Un nuovo Marx, Filologia e interpretazione dopo la nuova edizione storico-critica (MEGA 2), Rome, Carocci, 2008, 240 pages.

R. Fineschi présente un bilan du travail philologique de la MEGA concernant les origines du *Capital*. Les diverses versions successives, maintenant éditées de façon exhaustive, permettent de mieux comprendre la démarche de Marx, les étapes de sa découverte, les difficultés qu'il a rencontrées.

Un chapitre retiendra particulièrement l'attention des chercheurs qui n'ont pas accès aux travaux en langue allemande. Il concerne l'impulsion donnée dans les années 1960 par H.-G. Backhaus et H. Reichelt, collaborateurs de Horkheimer et Adorno, à l'encontre de l'économisme de l'orthodoxie. Ces chercheurs ont alors entrepris une *Rekonstruktion* du *Capital* dans l'esprit de la logique hégélienne. Cela les conduisait à préférer la première édition à la seconde, dans laquelle Marx aurait succombé à des penchants économistes et historicistes. Fineschi montre comment cette lecture, par le défi nouveau qu'elle lançait, a stimulé par réaction un flux de recherches philologiques, qui s'est ultérieurement poursuivi à mesure que de nouveaux textes étaient disponibles. Il s'agit notamment des travaux de Rolf Hecker, Jürgen Jungnickel et Barbara Lietz dans les *Beiträge zur Marx-Engels-Forschung* et *Marx-Engels-Jahrbuch*.

Ces chercheurs soulignent, à l'inverse des lectures hégélianisantes, que des concepts essentiels à la théorisation proprement marxienne, comme ceux de « travail humain abstrait » et de « travail socialement nécessaire », n'apparaissent que dans la seconde édition, marquée par un recul massif de la terminologie hégélienne. Ils peuvent entre autres s'appuyer sur un manuscrit de 1871-72, dans lequel Marx s'explique clairement sur les « compléments et modifications » qu'il apporte. Ces travaux savants valident ainsi, sans forcément le reconnaître, l'opinion selon laquelle Marx se trouve progressivement conduit à commencer l'exposé scientifique du *Capital* par le modèle abstrait

—

177

—

d'une « *production* marchande », point de départ nécessaire d'un exposé montrant que le capitalisme n'est justement pas une économie « de marché », mais de profit.

Curieusement, R. Fineschi ne franchit pas ce pas. En dépit de la terminologie de Marx, qui insiste sur le fait qu'il commence par le « travail producteur de marchandise », par « cette forme de production particulière » qu'est le marché, il en reste à l'idée, communément reçue chez les commentateurs philosophes, selon laquelle Marx partirait de la « circulation simple », c'est-à-dire du marché comme système d'échanges. Ce qui nous ramène à l'approche de Backhaus et Reichelt, comme si le travail philologique n'avait servi à rien. Une part essentielle de l'enjeu problématique du *Capital* et de l'actualité critique de cette œuvre se trouve ainsi occultée, qui concerne les relations contradictoires entre logique marchande de production et capitalisme.

Quoi qu'il en soit, R. Fineschi fournit avec une grande clarté tous les éléments du dossier philologique, soit un demi-siècle de travail érudit, et aussi un large éclairage sur la recherche proprement italienne.

Jacques BIDEY

— **Heinz Dieter KITTSTEINER**

178 *Marx-Heidegger, Les philosophies gnostiques de l'histoire, Paris, Cerf, 2007, 269 pages.*

— Comment sortir de notre époque historique démoralisée après les déceptions révolutionnaires et rouvrir des perspectives d'espérance pour l'avenir? À partir d'un rapprochement, des plus improbables politiquement, des deux penseurs dont la résolution s'est heurtée à la déception devant les révolutions avortées (révolution de 1848 pour l'un, révolution nationale-socialiste pour l'autre), Marx et Heidegger. Cette réponse surprenante de H. D. Kittsteiner est assortie d'une condition, qui constitue sa méthode de lecture et de construction de son texte, et d'une hypothèse. La méthode consiste à féconder Marx par Heidegger et Heidegger par Marx dans une lecture composite et faite d'hybridation, en opérant, grâce à un « montage avec les pensées » (p. 8) et à des analyses bien instruites des doctrines philosophiques, un tournant de l'un dans la pensée de l'autre. Quant à l'hypothèse, elle vise à réinscrire les deux auteurs dans la tradition gnostique du mauvais dieu créateur et du futur dieu sauveur, en reconnaissant dans la trame de ces pensées le schème gnostique, sans les confondre pour autant avec un quelconque gnosticisme doctrinal: ces « philosophies gnostiques de l'histoire » exprimeraient une dimension gnostique sans gnosticisme dont le croisement est des plus prometteurs. Au bout de sa démonstration méthodique, Kittsteiner montre tout d'abord comment Marx a pu penser la puissance formatrice du *Capital* où les hommes s'aliènent à la marchandise, anticipant la faiblesse de l'analytique existentielle de l'auto-aliénation de l'existence dans le « On » (mauvais dieu créateur qui correspond chez les deux auteurs à la problématique de l'aliénation). Kittsteiner montre ensuite comment Heidegger pressent ce qui manque à l'époque

de la mondialisation de la technique dans la pensée de l'Événement (*Ereignis*) et d'un « autre commencement » ou d'une « autre histoire », échappant à la doctrine marxiste de la sortie du capitalisme grâce à ses contradictions internes (« dieu ultime » qui seul pourrait nous sauver). Le cœur du croisement des textes repose sur l'analyse d'un *indisponible* de l'histoire: que ce soit l'indisponibilité du processus de l'histoire dans l'objectivation marchande analysée dans le *Capital* (négligée par l'herméneutique de Dilthey et méconnue par Heidegger malgré sa proximité avec le jeune Marx) (première partie) ou celle de l'être dans l'« Histoire de l'être » de Heidegger, où l'homme se voit assigné par l'être lui-même à son histoire; même si le recours à l'histoire mondiale est encore jugé déficient par Kittsteiner (deuxième partie), il permet une pensée critique du nazisme (troisième partie: « Tourner et virer avec le national-socialisme »).

La méthode sophistiquée et originale d'intervention interprétative, greffant un texte sur l'autre (allant jusqu'à produire un nouveau texte par insertion des mots de l'un dans les phrases de l'autre contre toute règle académique), insérant l'un dans les « tournants » de l'autre, peut rendre la lecture ardue mais ô combien profitable pour qui voudrait accéder à une « critique de la pensée politique » (p. 28) radicale où s'ouvre la possibilité d'une alternative au capitalisme qui s'impose aujourd'hui comme « forme définitive de l'histoire » (p. 29) sans relêve et parfois sans espoir dans l'étendue de nos renoncements.

Vincent HOUILLON

—
179
—

HISTOIRE

Mary Astell et le féminisme en Angleterre au XVII^e siècle, textes présentés et traduits par Line Cottagnies, collection « Les fondamentaux du féminisme », Lyon, ENS Éditions, 2008.

ENS Éditions inaugure une nouvelle série consacrée à l'histoire de la pensée féministe anglo-saxonne avec cet ouvrage, qui présente une figure emblématique, mais encore peu connue, du proto-féminisme, Mary Astell (1666-1731), auteure devenue célèbre en 1694 par un court essai, *A Serious Proposal to the Ladies, for the Advancement of their True and Greatest Interest*, présentement traduit et présenté sous le titre *Proposition sérieuse aux dames de qualité en vue de l'avancement de leur véritable intérêt*. La longue présentation de Line Cottagnies introduit le texte, ainsi que d'autres textes soit précurseurs, soit associés à sa réception, et en précise le contexte dans une étude sur « Mary Astell et le féminisme en Angleterre au XVII^e siècle ».

Il s'agit là d'un personnage fascinant par son effort pour accompagner, dans son propos, une prise de conscience par ses lectrices de la nécessaire libération de la femme. Certes, elle est monarchiste et *tory*, donc conservatrice; certes, elle s'oppose à toute idée de rébellion contre le monarque légitime. Mais elle plaide en permanence pour la liberté fondamentale des femmes, se refusant à admettre le pouvoir absolu de

l'époux et prônant ainsi une vision humaine et rationnelle du mariage. Mieux encore, la critique sociale se radicalise lorsqu'elle s'en prend aux raisons de l'infériorité sociale des femmes: l'inégal accès à la parole publique, la confiscation du *logos* et le contrôle de l'écriture, l'absence de droits légaux, la dimension prédatrice de la sexualité masculine, et bien d'autres faits de la domination masculine.

Line Cottegnies note ainsi que Mary Astell « est la seule, en cette fin de XVII^e siècle, à offrir une réflexion globale et cohérente sur la question féminine dans l'ensemble de ses aspects théologiques, philosophiques et sociaux ». Certes, son élitisme social d'aristocrate empêchera la reprise de son féminisme par la tradition libérale, Locke au premier plan. Cependant, elle demeure une figure pionnière de la cause féminine, par sa revendication au droit à la vie intellectuelle, et de la liberté dans le choix de la vocation. Ainsi elle propose de constituer, dans le milieu « des femmes de condition qui comprennent la langue française », donc dans une élite aristocratique, et en faveur de « l'éducation raisonnée des femmes » un monastère laïc, c'est-à-dire « une institution où sera dispensée une éducation académique propre à nous rendre aptes à faire ensuite le plus grand bien dans le monde ». Ce qui permettra aux femmes de perfectionner leur « âme rationnelle » à l'égal des hommes, de former leur « jugement », leur « discernement », et d'acquérir ainsi « l'estime de soi ».

Jacques GUILHAUMOU

Natalie PETITEAU

Les Français et l'Empire (1799-1815), Paris, La Boutique de l'Histoire, 2008, 275 pages.

La vie de Napoléon est bien connue, celle des Français qui ont vécu sous son règne beaucoup moins. En se donnant pour objectif de saisir ce qu'ont été les représentations de Napoléon et de son régime dans l'espace public, Natalie Petiteau ne se contente pas d'exploiter de nouvelles sources archivistiques, tant au plan départemental que national; elle en propose un abord méthodologique novateur. Il s'agit en effet de saisir les expériences sociales des Français dans leur dispersion même au sein d'un espace public considérablement rétracté sous la férule du gouvernement des esprits imposé par le régime napoléonien. Ce sont alors les marges même de cet espace public contraint qui s'avèrent les plus aptes à nous faire comprendre la logique de réaction des populations.

Face à une volonté proclamée de contrôler l'espace public, ou du moins ce qu'il en reste, l'examen de ces marges nous entraîne d'abord du côté de réseaux d'opposants non réductibles aux réseaux royalistes relativement connus, sous la forme d'un espace secret dans lequel se profile une certaine persistance de l'idée républicaine chez des individus isolés, voire une certaine continuité de la vie politique révolutionnaire à Paris même. Puis nous entrons dans l'univers provincial, des notables aux « gens d'en bas », avec toute une gamme de soutiens limités et de refus anonymes. Ainsi l'étude fine

du quotidien de la vie ordinaire des villes et des villages permet de repérer l'ampleur des réserves vis-à-vis du régime. Attroupements « séditieux » réprimés par la police et propos « inciviques » retenus par la justice rendent compte de la persistance d'une haine pour le régime dans les couches sociales inférieures, et soulignent d'autant les défaillances de l'encadrement notabiliaire.

Cependant, il reste à mesurer ce qu'il en est, sur l'autre bord, du consentement apparent des populations au régime, sans quoi le portrait des Français ne serait pas complet. Ce consentement s'inscrit dans le retour à l'ordre et se manifeste principalement par une multiplicité d'adresses où se réinvente l'union sacralisée entre le souverain et la nation. Il n'est pas nécessaire de mettre en cause leur spontanéité, d'autant que leurs maladresses particulièrement visibles, leur rhétorique sensible manifestent une sorte de sacralité laïcisée du souverain. Et les populations sont sensibles à la gloire militaire bien réelle de Napoléon, à vrai dire jusqu'à la flagornerie, parmi les notables. Natalie Petiteau en conclut qu'une part de la population, des plus modestes aux notables, accepte fort bien le régime napoléonien.

De ce trajet des marges de la résistance vers le centre du consentement, retenons que ce sont les marges qui permettent de cerner au mieux la manière dont les Français ont repensé leur appartenance tant locale que nationale dans un contexte de rétractation de l'espace public.

Jacques GUILHAUMOU

—
181
—

Lars LAMBRECHT (dir.)

Osteuropa in den Revolutionen von 1848, Forschungen zum Junghegelianismus, Band 15, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2006, 242 pages.

Ce volume, le quinzième de la série des *Forschungen zum Junghegelianismus* initiée en 1996 par Lars Lambrecht, est la publication tardive d'un colloque tenu à Hambourg en octobre 1998 à l'occasion du 150^e anniversaire des révolutions de 1848.

Pourquoi, d'abord, consacrer un volume à ces événements dans une série consacrée au jeune hégélianisme? La lecture du recueil fournit deux éléments de réponse. En premier lieu, la plupart de ceux qui furent jeunes hégéliens dans la période du *Vormärz* ont été actifs dans les révolutions de 1848 : Ruge, les frères Bauer, Marx, Bakounine, pour ne citer que les plus célèbres. En second lieu, les révolutions de 1848 ont constitué pour ces auteurs une épreuve de vérité, déterminant leur orientation politique ultérieure : si l'engagement révolutionnaire de Marx, Engels ou Bakounine ne se démentira plus, 1848 déterminera en revanche le tournant conservateur, souvent peu connu en France, d'un Bruno Bauer, ainsi que le rappelle la contribution qui lui est consacrée.

Pourquoi, ensuite, se concentrer sur l'Europe orientale? Notamment en France, 1848 est synonyme de révolution démocratique et de révolution sociale, de sorte que la composante nationale des événements est souvent occultée. L'un des mérites de ce

volume est précisément de reconnaître qu'il y a eu non pas *une*, mais des révolutions de 1848, qui ont pris de surcroît, en Europe centrale et orientale, la dimension de luttes d'émancipation nationale. Il est aussi de montrer que la contribution des jeunes hégéliens à la problématique des nationalités opprimées ne se cantonne pas à la « question juive », et que cette dernière elle-même ne se limite pas au débat entre Marx et Bauer, mais implique aussi que soient étudiées les prises de position antisémites au sein du Parlement de Francfort, ou encore la question de l'émancipation des Juifs de Poznanie. Prendre en compte la contribution jeune hégélienne à la question des nationalités en 1848 aurait sans doute impliqué une mise au point sur cette question, qui ne se limite pas à la seule Roumanie, mais inclut aussi la question slave : sur ce sujet, on ne peut que regretter l'absence de toute contribution consacrée aux prises de position de Marx, Engels ou Bakounine sur la question germano-slave. Il est possible que ces lacunes proviennent en partie de l'empêchement où se trouvèrent nombre de participants au colloque de Hambourg d'y pouvoir participer effectivement en raison de la situation économique de leurs pays respectifs, ainsi que le rappelle Lars Lambrecht dans sa présentation. On ne peut en revanche que saluer les efforts déployés pour penser la pénétration de l'hégélianisme en Europe de l'est (en Russie, mais aussi en Pologne à travers la figure singulière de Cieszkowski).

En élargissant le point de vue à des figures politiques et littéraires qui, sans pouvoir être classées comme représentantes de la gauche hégélienne, n'en constituent pas moins son environnement immédiat (Bettina von Arnim), ou à d'autres, dont l'activité théorique nous est moins bien connue (la jeune hégélienne Marie Schlöffel), ce recueil présente l'intérêt de poser la question de la transcription politique du jeune hégélianisme et de proposer, pour le traitement de cette question, des éléments de contextualisation nombreux, variés et particulièrement suggestifs.

Jean-Christophe ANGAUT

Ellen MEIKSINS WOOD

Citizens to Lords. A Social History of Western Political Thought From Antiquity to the Middle Ages, London/New York, Verso, 2008, 245 pages.

Citizens to Lords est une contribution remarquable à l'histoire sociale des idées politiques. Ellen M. Wood y explore la pensée politique occidentale, de Platon à Ockham. Figure majeure du marxisme politique, Wood propose un nouvel éclairage sur ces classiques en mettant en relation l'histoire comparée des théories politiques avec les dynamiques sociales des contextes où elles sont énoncées. À partir d'un corpus d'auteurs appartenant à la classe dominante, Wood substitue au silence des classes productrices, dans l'historiographie traditionnelle, une histoire « par en bas » des justifications des inégalités sociales et politiques. Divisé en quatre chapitres – 1/*L'histoire sociale de la théorie politique*, 2/*La polis grecque antique*, 3/*De la Polis à l'Empire*, 4/*Le Moyen Âge* – l'ouvrage rend compte de l'avènement de la démocratie athénienne, de la montée et de la chute

de l'Empire romain et de l'essor du Moyen Âge. Wood décortique la relation complexe entre l'État, les classes propriétaires et les classes productrices.

Les Grecs développèrent une théorie politique caractérisée par l'interrogation systématique de la légitimité des ordres politiques. Cette réflexion traduisit une tension historique entre les deux foyers de pouvoir social : l'État et la propriété. Ne négligeant pas l'exclusivité de la démocratie athénienne, la majorité de la population étant exclue, Wood rappelle que la démocratie impliquait une conception de la liberté et de l'égalité politique liée à l'apparition du citoyen-paysan. La philosophie gréco-romaine défendit généralement les principes aristocratiques contre l'ordre inédit de la démocratie athénienne par l'utilisation paradoxale des notions de citoyenneté et d'égalité civique à des fins de domination de classe et d'inégalité politique. Wood analyse cette appropriation aristocratique des catégories de la démocratie dans le passage de la *polis* à la *cosmopolis* lors de la formation de l'Empire hellénique, de même que leur adaptation lors de la montée et de la chute de Rome. Analysant le régime de propriété romain, la culture philosophique chez Cicéron et la conception impériale « universaliste » de la chrétienté romaine, Wood reconstruit les conditions qui permirent de consacrer l'égalité morale et l'inégalité politique. Ce paradoxe hantera la pensée politique du début de la modernité, où l'égalité naturelle des hommes et l'égalité valeur morale de tous les individus s'accompagnent de l'inégalité sociale et de la hiérarchie politique (Locke), voire de la justification de l'absolutisme (Hobbes).

L'auteure termine par le Moyen Âge. Elle problématise la désintégration de l'Empire romain. De Aquin à Ockham, elle analyse les rapports entre l'Église, l'État et la propriété, la redéfinition de la sphère politique dans un contexte de parcellisation de la souveraineté et la question des limites du pouvoir séculier. Le citoyen-paysan disparaîtra avec la transition des relations civiques aux relations légales (droit romain) et la disparition d'une sphère politique clairement identifiable. La pensée médiévale et le régime de propriété romain marqueront l'occident dans la distinction entre l'État (*imperium*) et la propriété (*dominium*), qui sera au cœur des tensions sociales féodales.

Cet ouvrage d'une rare érudition est une contribution majeure à l'histoire des idées politiques. Un livre riche et accessible. Bref, incontournable.

Louis-Philippe LAVALLEE

Karl POLANYI

Essais de Karl Polanyi, préface de Michelle Cangiani et Jérôme Maucourant, postface d'Alain Caillé et Jean-Louis Laville, coll. Économie humaine, Paris, Seuil, 2008, 584 pages.

Cet ouvrage met à la disposition des lecteurs plus d'une quarantaine d'articles, de chapitres et de documents d'archives écrits par Karl Polanyi. Ces essais sont brillamment introduits par Michelle Cangiani et Jérôme Maucourant dans ce qui se présente comme une invitation au débat. Après une présentation bio-

graphique de celui qui confiait à une amie avoir vécu une vie « mondiale », « la vie du monde humain », les auteurs retracent les liens qui unissent la pensée polanyienne à la sociologie des pères fondateurs, et la confrontent à certains classiques du marxisme, de l'économie néoclassique et de l'école des Annales. Les travaux récents d'histoire économique de l'Antiquité ne sont pas en reste ; ce faisant, Cangiani et Maucourant ne manquent pas de souligner les principales contributions de Polanyi à l'institutionnalisme. À partir des années 1950, l'institutionnalisme de Polanyi mettait en avant une définition « substantive » de l'économie dont le mérite est de faire de la « *forme sociale* de l'économie le véritable objet de la connaissance » (p. 30). Comme Marx, Polanyi a défendu l'idée que l'économie devait être replacée dans sa spécificité historique, ce qui ne saurait se faire sans l'étude des institutions qui confèrent aux activités économiques leur place dans la société.

En joignant à une dizaine d'essais de *Trade and Market in the Early Empires*, l'un des premiers ouvrages à avoir fait connaître Polanyi, la première partie du recueil contient les écrits d'histoire économique des sociétés primitives et archaïques. Cette partie nous plonge au cœur non seulement de l'économie de la Grèce classique, mais aussi de celles de l'Égypte pharaonique, des empires mongols et de l'Afrique occidentale, restituant ainsi le combat que Polanyi mena contre le biais « moderno-centriste » des sciences sociales. La deuxième partie nous fait découvrir un intellectuel engagé dans la politique de son époque. En réunissant une vingtaine d'articles et de documents d'archives écrits durant l'entre-deux-guerres et portant non seulement sur la société de marché et le socialisme, mais aussi sur le christianisme et le fascisme, cette partie nous propose d'approfondir tout un volet de la pensée polanyienne. Écrits au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les premiers textes d'archives retenus pour la troisième partie invitent à réfléchir à la nature de la démocratie et de ses liens avec la société de marché. Les essais qui concluent cette troisième partie témoignent, quant à eux, des dernières années de la vie de Polanyi, lorsque son intérêt pour penser la liberté se double de cette fascination pour la technique qui habitait tant d'auteurs au milieu du siècle passé.

La postface rédigée par Alain Caillé et Jean-Louis Laville plonge au cœur du débat suscité par la thèse polanyienne sur l'apparition du marché, sans contredire aujourd'hui l'un des débats les plus importants pour la sociologie historique. Effectuant un tour d'horizon de ces autres histoires de l'économie qui font remonter l'apparition du marché à des dates et en des endroits parfois bien différents de ceux sur lesquels Polanyi a jeté son verdict, la démarche de Caillé et Laville en vient finalement à concéder beaucoup à la définition wébérienne d'un marché synonyme de commerce et de capitalisme, aplatissant ainsi la distinction conceptuelle qui a donné à l'analyse de Polanyi son originalité et sa perspicacité.

Frantz GHELLER

SOCIÉTÉ ET POLITIQUE

Laurence ROULLEAU-BERGER, Guo YUHUA, Li PEILING et Liu SHIDING (dir.), *La nouvelle sociologie chinoise*, Paris, CNRS Éditions, 2008, 500 pages.

Interdite pendant vingt-sept ans, dans le contexte d'« un système totalitaire typique » (Shen Yuan) qui pose les bases initiales de l'industrialisation et de la modernisation, la sociologie reprend son essor en Chine, dans les années 1980, avec la réforme du système économique qui introduit l'économie de marché. Cet ouvrage collectif, qui commence par une longue et très précieuse introduction de Laurence Roulleau-Berger (pp. 13-80), suivie d'une mise au point des autres codirecteurs sur « la sociologie sociale face à la transition sociale », propose, en quatorze chapitres rédigés par quatorze auteurs différents, un panorama d'ensemble selon cinq espaces de recherche : transition sociale et marchés du travail chinois ; transformations de la structure sociale et production des inégalités ; urbanisation et industrialisation ; individus et sociétés ; État et société. Certes, l'influence des sociologies occidentales est nettement perceptible dans cet essor remarquable de la discipline en Chine. Mais, d'une contribution à l'autre, nous avons été frappés par la tendance de cette sociologie renaissante à inventer de nouvelles problématiques, en particulier sur le terrain de la subjectivité. Nous nous en tiendrons à deux exemples qui nous semblent particulièrement significatifs de cette dominante pratique.

Le chapitre VIII, rédigé par Shen Yuan (Université de Tsinghua, Pékin), et intitulé « Vers les droits du citoyen : la défense des droits des propriétaires comme mouvement citoyen dans la Chine contemporaine », porte un regard sociologique sur les aspects pratiques des luttes menées par les « classes moyennes » à Pékin. Son grand intérêt réside dans le fait que ce chercheur met l'accent sur une nouvelle phase du développement de la Chine actuelle, qui tend à focaliser l'attention sur « la production de la société » par « un mécanisme d'auto-organisation » d'une « société de marché » où l'interdépendance entre la sociologie et la société est particulièrement visible.

À travers les luttes de « la classe des propriétaires » contre les promoteurs, les syndicats et les administrations locales qui symbolisent l'alliance entre l'État et le marché, se précisent les contours d'« une classe moyenne en colère » construisant une société civile au sein d'une « civilisation communiste » sur la base du droit de propriété des biens immobiliers. Véritable parcours du combattant, semé d'embûches, voire de violences, ces luttes actualisent « la forme pratique du droit de propriété » et débouchent à Pékin sur la formulation des droits du citoyen au sein d'un comité de demande de reconnaissance légale de l'Association des comités de propriétaires.

Le second exemple, encore plus spécifique, se trouve dans le chapitre XIV, rédigé par Yang Yiyin (Académie des sciences sociales, Pékin), et intitulé « Relation et identité : approche du processus psychosocial de la formation du 'nous' chez les Chinois ». Nous pouvons ici mesurer le chemin de la catégorie sociologique « objective » de *danwei* ou unité de travail, qui signifie le système d'organisation sociale et de forma-

tion du lien social dominé par l'État, à celle, particulièrement complexe et fortement subjective, de *guanxi* qui pose l'hypothèse de la fabrication d'un « double nous » dans l'ordre pratique des interactions.

Dans les sociétés européennes, les identités sociales se construisent généralement à partir du *moi* et du *je* comme moments du processus du *soi* au cours duquel l'individu rencontre des autrui et peut alors passer au « nous ». Dans l'univers cognitif des Chinois, le processus est autre. Partant de « les miens », qui veut dire le « nous » tout en catégorisant, dans le même temps, la rupture avec des « étrangers », il s'agit de différencier des relations, et non d'identifier un groupe, ou tout du moins de poser la relation comme fondement. Quand l'individu considère que quelqu'un, ou un groupe, entretient avec lui un *guanxi*, il l'inclut dans son monde comme l'un des siens. De là se déduit l'hypothèse que le mécanisme de formation du « nous » est double, qu'il existe donc deux voies par lesquelles les Chinois se lient à autrui : « La première est l'interaction avec un autrui concret, l'individu évalue et construit ce lien psychologique en fonction de la relation héritée et de l'interaction en face-à-face. La seconde est l'interaction avec un autrui abstrait, l'individu évalue et construit ce lien selon les caractéristiques de différentes catégories » (p. 471). Nous voyons ainsi en quoi la sociologie chinoise s'intéresse très directement à des problèmes d'anthropologie sociale et de psychologie sociale, à l'aide de catégorisations de relations. Compte tenu de l'immense enjeu mondial de la transition sociale actuelle en Chine, le présent défi sociologique est d'une portée tout à fait inédite.

Jacques GUILHAUMOU

Bertrand GEAY et Laurent WILLEMEZ (coord.)

Pour une gauche de gauche, Paris, collection « *raison d'agir* », Éditions du croquant, 2008, 320 pages.

Cette enquête, menée par des sociologues sur la « gauche de gauche » – sur ses différentes composantes déclinées en termes de syndicats, partis, mouvements, orientations, âges et professions – détaille les forces en présence, leurs relations entre elles et aux populations qu'elles sont censées représenter avant, durant et après la période de la présidentielle. Fondée sur une discipline intellectuelle et une pratique scientifique inspirées de Bourdieu, cette étude est un précieux instrument d'orientation pour la période qui vient. Difficile de choisir entre des contributions excellentes et d'orientations diverses. L'ouvrage commence par une fresque vigoureuse, dessinée par Sophie Bérourd, des « victoires défaites », de la décennie 1995 à 2007 : le cycle des mouvements et celui des syndicats suivent des rythmes différents, qui s'unifient, pour une part, de manière externe, du fait de la continuité des initiatives néolibérales. Baptiste Giraud propose une analyse compréhensive de la logique des militants de la CGT, pris dans le *double bind* d'une contrainte syndicaliste qui voit dans une certaine institutionnalisation la garantie d'efficacité, et d'un engagement politique qui ne veut rien

perdre de sa radicalité: une sorte de schizophrénie consciente d'elle-même, typique de la condition de gauche aujourd'hui. Lilian Mathieu, de son côté, rapporte l'échec final d'une candidature unique proposée par les comités antilibéraux à « la croyance » qu'il aurait existé un électorat correspondant au créneau politique ainsi défini, soit une population accessible à de telles idées. C'était là un « postulat hasardeux », un « piège », car « c'est le parti qui fait l'électorat en s'appropriant les votes qui se sont portés sur lui » (p. 106). Bref, il n'existait pas entre les courants gauches de gauche une affinité idéologique traductible en convergence politique. Il semble s'en déduire que seul un (nouveau) parti peut les rassembler. Frédéric Lebaron analyse le renouveau de l'économie critique depuis 1995, soit une évolution significative d'un changement de position dans toute une strate sociale. Louis Pinto trouve en Toni Negri un sujet approprié à une sociologie critique des intellectuels, et il esquisse un joli déboulonnage, circonstancié, radical et festif. Un ensemble d'autres études s'attache à chacune des composantes politiques concernées, PCF, LCR, LO, PT, gauche du PS. Elles réservent quelques surprises. Gérard Mauger suggère que l'absence d'un porte-parole commun conduisait à l'échec. Et il résume, au-delà de ce préalable, les conditions requises pour reprendre la tâche: une nouvelle vision sociologique et politique du monde, une liaison entre mouvements et politique, un renouvellement démocratique de l'action collective, un programme opposable à la droite et au social-libéralisme.

Jacques BIDEET

—
187
—

Gianfranco LA GRASSA

Finanza e poteri, Rome, Manifestolibri, 2008, 160 pages.

C'est là le dernier travail d'un chercheur italien qui, depuis des années, s'emploie à rajeunir la pensée marxiste, proposant une conception très novatrice de la « formation sociale capitaliste », prise au singulier et au pluriel. À la base de la « réforme » épistémologique qu'il propose, on trouve la conviction que les diverses sphères sociales (politique, économique et idéologique) dans lesquelles s'est articulée la formation capitaliste globale sont constamment traversées par un flux conflictuel et que c'est précisément ce courant de contrastes qui donne sa puissante dynamique aux forces systémiques continuellement poussées à l'affrontement pour la suprématie. Et cette lutte concernerait avant tout les agents stratégiques qui dominent dans chacun de ces secteurs, tandis que les masses dites dominées (naguère le prolétariat), seraient devenues, à cette phase historique, des observateurs quasiment passifs de ces batailles pour la primauté.

L'objet de cette étude est la sphère financière, le lieu où se confrontent ces agents stratégiques du conflit intercapitaliste qui produisent de l'argent avec de l'argent, suivant ce redoublement monétaire des biens exprimé dans la célèbre formule marxienne de l'autovalorisation (A-A').

La finance découle précisément de la présence de *l'équivalent général* des mar-

chandises, avec tous ses substituts et dérivés (actions, obligations, titres, etc.), qui sont le double *nécessaire* de celles-ci en régime de rapports sociaux capitalistes, et de la façon dont il se trouve manipulé, orienté dans le réseau des conflits intercapitalistes, lesquels se condensent et se « cristallisent » en structures et appareils – les grandes institutions financières – qui s'en servent pour donner efficacité à leurs propres stratégies.

Si nous appliquons au capital financier la théorie marxienne, nous constatons qu'il repose sur une structure historiquement déterminée de rapports sociaux découlant de la structuration d'ensemble du mode de reproduction capitaliste. Toutefois, La Grassa, tout en soulignant l'importance de la sphère économique (conçue dans son articulation en sous-sphères financière et productive), considère qu'elle n'est pas déterminante en dernière instance dans ce type de société. La nouveauté de cette approche tient à ce qu'elle accorde un rôle plus important à la « formation sociale des fonctionnaires privés du capital », laquelle, aux yeux de La Grassa, définit la configuration systémique actuelle. Elle conduit à remplacer l'ancienne interprétation marxienne, axée sur le conflit capital-travail, par une connexion ordinale entre les diverses sphères sociales, qui donne primauté à la sphère politique (avec son complément militaire) et, en position subalterne, à la sphère idéologico-culturelle, par rapport à la sphère économique. Dans un moment historique tel que le nôtre, où une énième crise financière vient secouer le monde, ce livre fera « hurler de joie » les prophètes « marxistes » de l'écroulement du capitalisme, ceux qui un peu partout annoncent sa dernière heure, mais il leur enlèvera aussi toutes leurs illusions.

Gianni PETROSILLO

ESTHÉTIQUE

Frédéric THOMAS

Rimbaud et Marx: une rencontre surréaliste, Paris, L'Harmattan, 2007, 294 pages.

Cet ouvrage, qui prend le risque de faire se rencontrer Arthur Rimbaud et Karl Marx en s'appuyant sur une phrase d'André Breton résumant ce que devait être en 1935 le programme du groupe surréaliste en soulignant la nécessité de lier le cri révolté du premier (« Changer la vie ») et l'affirmation révolutionnaire du second (« Transformer le monde »), est loin d'être strictement historique. La discussion des enjeux soulevés (à propos de la nécessité de penser et de concrétiser le dépassement de ce qui relève toujours aujourd'hui de champs cloisonnés – l'art et la politique –, de la réactivation critique du projet qui fonda la modernité, notamment l'exigence de la concrétisation d'une indispensable relation entre l'art et la vie, de la question de la lutte des classes et de la Révolution...) reste profondément d'actualité.

Frédéric Thomas analyse avec clarté les partis pris soutenus entre autres par Benjamin Péret et par André Breton et se réfère judicieusement à la pensée marxiste *hérétique* (Walter Benjamin est ici très justement convoqué), notamment aux travaux

éclairés de Michaël Löwy sur la filiation entre romantisme révolutionnaire et surréalisme. L'originalité radicalement subversive du mouvement surréaliste (telle qu'elle se décline en Belgique et en France), est clairement *contextualisée*. Cet essai discute en effet avec pertinence les enjeux politiques de la *posture* révolutionnaire adoptée par le surréalisme, qui, écrit l'auteur, « aux confins et en deçà de l'art et de la politique », tente « de ré-enchanter le monde et de réinventer l'amour ». Il questionne ainsi l'idée d'un « art efficace », politique, voire militant, agissant indirectement sur la réalité.

Au fil des pages, sont avec force interrogés les rapports qu'entretiennent les surréalistes avec le groupe Clarté et avec la Section Française de l'Internationale Communiste, la volonté surréaliste d'« organiser le pessimisme » selon la formule de Pierre Naville, ou encore les engagements surréalistes tels qu'ils s'expriment, « entre continuité, ruptures et dissidences », dans la seconde moitié du XX^e siècle et les liens qui peuvent être tissés entre surréalisme et situationnisme... Il s'agit bien, frontalement, d'envisager une indispensable réappropriation critique de l'activisme surréaliste (parfois injustement décrié aujourd'hui), en reformulant avec rigueur des questionnements concernant la puissance critique, résistante et utopique de l'acte artistique, qui, confronté aux contradictions du monde réel, vise la transformation des choses établies et l'instauration d'une vie autre ou, du point de vue de la réflexion plus directement politique, l'idée d'une éventuelle radicalité politique en un temps où cette perspective semble discréditée. Ce livre documenté et enthousiaste, analysant les fondements philosophiques, politiques et artistiques du surréalisme, expose donc de vraies convictions susceptibles d'engager de salutaires débats.

Jean-Marc LACHAUD

—
189
—

Dominique BERTHET

André Breton, l'éloge de la rencontre, Paris, Éditions HC, 2008, 154 pages.

Trop souvent, de manifestations *commémoratives* en interprétations *académiques*, les puissances critiques et utopiques du surréalisme sont ignorées (ou délibérément oubliées!). Ce n'est pas le cas dans l'étude proposée par Dominique Berthet. Son livre évoque les rencontres (avec des lieux, des sociétés, des cultures, des objets, et des hommes évidemment) qui marquèrent André Breton lors de son exil du côté des Amériques pendant la deuxième guerre mondiale. L'auteur analyse donc la fascination qu'éprouve A. Breton pour ces *lointains*, considérés comme « alternative et régénérescence » (le surréalisme, rappelle-t-il, est « une gigantesque entreprise de subversion » de la culture occidentale), et insiste sur la philosophie et sur la pratique émancipatrices de l'« écart absolu » que revendique le poète en référence à l'œuvre de Charles Fourier.

Un chapitre de cet ouvrage est ainsi consacré au séjour d'A. Breton en Martinique (en 1941) et de sa découverte du premier numéro de la revue *Tropiques*, animée entre autres par Aimé et Suzanne Césaire et par le philosophe René Ménil. Très vite, d'évi-

dentes complicités lient le fondateur du surréalisme (cf. son texte « Un grand poète noir » publié en 1944) et A. Césaire, qui souhaite l'émergence d'une poésie porteuse d'une « charge de poudre » et qui exalte avec R. Ménénil l'espérance de « l'homme écrasé par une société inique » projetant « sa misère et sa révolte dans un ciel de promesse et de dynamite ». Pour A. Breton et pour A. Césaire, l'engagement poétique, soutenu par la capacité qu'a l'imagination à faire surgir ici et maintenant le merveilleux, relève bien, comme l'indique D. Berthet, d'une authentique « critique du réel ». Au-delà, le surréalisme est un efficace « outil » pour « accéder à soi » (« Mon être nègre, il fallait bien l'explorer. Le Surréalisme a été un fantastique instrument pour cela », témoigne A. Césaire) et une « arme » concrète « au service de la cause de la libération des peuples aliénés ». De même, un autre chapitre s'attarde sur la présence d'A. Breton à Haïti (fin 1945-début 1946) et plus précisément sur l'enthousiasme provoqué par ses propos (dénonçant la misère imposée par les impérialismes, clamant l'intime liaison unissant poésie et révolution sociale...) chez les jeunes révolutionnaires qui organisent en janvier 1946 une insurrection populaire (« un formidable « mai 1968 » sous les tropiques », écrira plus tard René Depestre) débouchant sur le renversement du régime avant d'être *détournée et récupérée*.

— Ce passionnant essai sur la *rencontre*, envisagée par A. Breton comme un « art de vivre », ou encore sur l'attrait qu'exercent sur ce dernier les arts des sociétés non occidentales (l'art des Indiens du Nouveau Mexique, par exemple), possède l'incontestable mérite de montrer avec clarté que l'« irréalisme critique » du surréalisme (nous reprenons ici une formule chère à Michaël Löwy) n'est point dépourvu d'une vraie dimension politique. Dans *Arcane 17*, André Breton n'écrivait-il pas que la « rébellion » est « l'étincelle qui cherche la poudrière » ?

Jean-Marc LACHAUD

MAI-JUIN 68

Le « moment 68 » et sa tradition révolutionnaire : archive, construction sociologique et histoire orale.

À propos de Philippe ARTIÈRES, Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La découverte, 2008, 886 pages ; Philippe ARTIÈRES, *1968, années politiques*, Paris, Éditions Thierry Magnier, 2008, 123 pages ; Antoine ARTOUS, Didier EPSTAJN et Patrick SILBERSTEIN (coord.), *La France des années 68*, Paris, Syllepses, 2008, 908 pages ; Serge AUDIER, *La pensée anti-68 : Essai sur une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2008, 379 pages ; Dominique DAMMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *MAI-JUIN 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, 445 pages ; Nicolas DAUM, *mai 1968 raconté par des anonymes*, Paris, Amsterdam, 2008, 328 pages ; Christine FAURÉ, *mai 1968 en*

France ou la révolte du citoyen disparu, Paris, Les Empêcheurs de tourner en rond, 2008, 266 pages; Xavier VIGNA, *L'insubordination ouvrière dans les années 68: essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 378 pages; Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, 313 pages.

Intervenant dans le contexte d'une entreprise de liquidation mais aussi des premiers résultats de l'ouverture des archives, le quarantième anniversaire de mai 1968 a donné lieu à une abondante littérature et à de véritables renouvellements qui permettent de prendre la mesure d'un événement dont le recul, loin d'en relativiser l'importance, permet d'entrevoir la diversité et la profondeur de l'impact. L'historiographie du moment 68 étant encore en train de construire ses objets et ses approches, il semble cependant qu'il soit un peu trop tôt pour saisir vraiment non pas seulement ce qu'il a fait à l'histoire et la société mais ce que, dans sa multiplicité hétérogène, il est encore en train de faire à notre manière de penser, de décrire et d'écrire l'une et l'autre. Ainsi, toute une partie de l'explosion de paroles singulières que Mai a constituées en collectif peine encore à trouver sa reprise sociologique et historienne, quoique plusieurs ouvrages témoignent de tentatives fécondes en ce sens.

En choisissant de nouveaux objets, différents ouvrages ou collectifs importants se sont employés à arracher le moment 68 aux thèmes ressassés depuis trente ans à l'occasion des commémorations décennales. L'image du Mai étudiant, parisien et français aura été corrigée à l'aune d'une réhabilitation du Mai (et plus encore du Juin) ouvrier (tout particulièrement chez Xavier Vigna), d'une restitution des formes de mobilisation de la province (voir notamment l'ouvrage dirigé par Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel) et par un rappel de la dimension internationale du mouvement (voir le collectif dirigé par Antoine Artous, Didier Epstajn et Patrick Silberstein ainsi que l'ouvrage de Michelle Zancarini-Fournel). De même, l'image d'une révolution principalement culturelle et sexuelle aura été relativisée par la restitution de l'importance des différentes formes de la question sociale – les grèves ouvrières, mais aussi les luttes des femmes et des immigrés (voir la critique de l'histoire culturelle de 68 et la réhabilitation de l'histoire sociale dans l'ouvrage de Michelle Zancarini-Fournel).

Mais c'est sans doute le renouvellement des approches qui est le plus notable. Les points les plus importants à ce propos semblent tenir à la chronologie d'un « long 68 » et à l'hypothèse selon laquelle la nature d'un « événement » ne peut être correctement estimée que par l'analyse de ses effets. Deux volumes collectifs marquants considèrent que le moment 68 devait être rattaché au temps long du processus qui traverse les années soixante, voire l'après-guerre et qui continue à produire ses effets au cours des années soixante-dix. Dans le volume dirigé par Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, la mobi-

lisation des étudiants et les occupations d'usines sont insérées dans l'histoire du développement de l'insubordination ouvrière, des luttes des femmes et des immigrés depuis 1962, et il apparaît que c'est dans l'analyse de leurs effets jusqu'en 1981 que la diversité et la radicalité des luttes de 68 peuvent être correctement estimées. Dans le volume dirigé par Dominique Dammamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal, le moment 68 apparaît comme la cristallisation d'une crise générale des rapports de domination dont il est possible de saisir le développement multiforme de 1945 à 1968, puis la généralisation à l'ensemble des sphères sociales jusqu'en 1975. Dans ce dernier ouvrage, c'est la construction de l'événement dans le cadre d'une sociologie de la domination qui dirige son inscription dans les transformations sociales et culturelles de l'après-guerre, et c'est l'identification de 68 à un « événement » qui justifie l'importance de l'analyse de ses répercussions dans les années soixante-dix¹. L'un des résultats les plus spectaculaires du quarantième anniversaire aura sans doute été la démonstration que le moment 68 aura affecté aussi profondément que durablement l'ensemble des sphères sociales : non pas seulement les mœurs et la culture, mais aussi les pratiques sociales et politiques et même l'ensemble de la vie intellectuelle. Il les aura affectées de façon directe et positive mais aussi de façon indirecte et réactive, comme on s'en aperçoit à la lecture de l'analyse de la multiplicité des formes de la « pensée anti-68 » proposée par Serge Audier.

En insistant sur le temps long et l'événementialité, ces différents ouvrages s'engagent dans une entreprise critique dont on pourrait dire qu'elle s'emploie à faire sortir du silence la mémoire des vaincus : s'attachant à la réalité, à la radicalité et à la diversité d'expériences qui ont durablement affecté les acteurs d'un mouvement social et politique dont les espérances sont restées fondamentalement déçues, s'intéressant à des acteurs ne pouvant que difficilement se retrouver dans le discours des entrepreneurs de mémoire qui, depuis trente ans, dénigrent les errements de leur propre passé ou célèbrent l'audace d'une révolution culturelle sous une forme dépolitisée. Mais, paradoxalement, cette entreprise critique restitue peu souvent la parole de ces acteurs. Un paradoxe qui mérite qu'on s'y arrête un peu.

L'histoire du « moment 68 » reste-t-elle prise dans le flux déformant des « images mémorielles » ? Beaucoup d'historiens et de sociologues semblent le craindre et en conséquence se méfier *a priori* de la parole des témoins. À regarder la production historiographique et sociologique évoquée ci-dessus, on constate une quasi absence de recueils d'histoire orale et de récits de vie. Certes, on dispose de nombre d'autobiographies, à l'exemple de l'une des premières autobiographies ouvrières, écrite en août 1968 et publiée vingt ans plus tard dans une version revue, celle de François Le Madec, *L'Aubépine de mai*.

1. Voir également l'ouvrage, recensé dans le dernier numéro, de B. Gobille, *mai 1968*, Paris, La Découverte, 2008.

Chronique d'une usine occupée. Sud-Aviation Nantes 1968. Exception faite d'un *Mai 1968. Victoire des salariés agricoles!* coordonné par Philippe Vasseur, paru en 2004 aux éditions Grazay, les histoires collectives mettant en regard des paroles singulières passées au crible de la critique historienne ou de la construction sociologique font défaut. En 2008, l'histoire orale aura été globalement été abandonnée au journalisme, et à un cadre de parti, avec notamment l'appel à témoins de *L'Humanité*, qui a donné lieu à un hors-série « 68, votre mémoire au pouvoir », comme si l'inscription dans le contexte du parti rédimait l'incontrôlable des voix singulières. Cette absence de collecte historienne de la parole des témoins est intéressante en elle-même et interroge à la fois des pratiques disciplinaires et notre compréhension de l'événement. Le discours historien, tout particulièrement, mérite d'être interrogé de ce point de vue.

Globalement absents de la scène historiographique, les témoins y font une petite intrusion par le biais des « portraits », souvent passionnants, toujours habilement tissés, au sein de l'ouvrage dirigé par Philippe Artières et Michèle Zancarini-Fournel ou dans le petit *1968, années politiques* du premier. Mais leur voix tend à s'absenter, remise au récit forgé par l'historien. Inversement, le cinéma a tenté de rendre compte d'un mouvement qui se voulait d'abord fondé sur la multitude de prises de parole singulières : on pense aux films des collectifs comme *Cinéluttes* ou le groupe *Medvedkine* auquel était lié Ch. Marker, comme à des œuvres plus récentes qu'illustrent *Le Droit à la parole* de M. Andrieu (1978), *Mourir à trente ans* de R. Goupil (1982), ou *Reprise* d'H. Le Roux (1997). Quelque chose se dit-il à l'image que bloque l'idée d'un passage à l'écrit, de soi-même ou par l'intermédiaire d'un passeur ? est-il facile aujourd'hui, de parler de ces moments ? (de Mai, Jean-Marie Gleize disait ainsi « je sais que je n'ai rien à en dire », et rapportait cette expérience de la mutité à celle de son père, ancien prisonnier de guerre en Allemagne)². Ou bien, y a-t-il autre chose, d'inhérent à l'écriture de l'histoire telle qu'elle se pratique aujourd'hui, qui rechigne à l'hétérogène et au polyphonique ?

L'ouvrage de Nicolas Daum, publié une première fois en 1988 et réédité aujourd'hui, enrichi d'un second retour narratif et réflexif de certains des sujets interrogés, est bien connu des historiens, mais sa démarche n'a pas été reprise. Il fait se succéder une vingtaine d'entretiens semi-directifs avec les membres de l'ancien Comité d'action des III^e-IV^e arrondissements de Paris. Il s'agit d'un lieu d'organisation militante, assez caractéristique des mouvements de Mai, qui n'a pas l'unité fonctionnelle ou sociale d'une université, d'un syndicat ou d'un parti. La juxtaposition des récits singuliers est donc particulièrement adaptée pour y capter la diversité des trajectoires sociales et politiques préalables (non réductibles à une identité de classe). Se dit aussi clairement la difficulté à évoquer ces événements : les refus sont nombreux et l'auteur les signale, quoique

2. Voir <http://colloque-mai68.ens-lsh.fr/spip.php?auteur32>

parfois ceux qui avaient refusé en 1988 trouvent le courage de parler vingt ans après. Et c'est heureux, car leurs voix rendent compte de *quelque chose* qui échappe sans doute au récit continu de l'écriture historienne, le plus souvent forcée à la recherche d'une causalité linéaire : elles insistent ici sur les incertitudes, voire les incohérences, des manières d'entrer dans le mouvement ; elles disent sa capacité à « embarquer », à révéler au sujet des idées ou des sentiments vécus jusque-là sans trouver à s'énoncer. Ainsi se trouvent rendus à la fois la force de ce qui surgit avec l'événement et l'évidence d'un préalable mûrissement, long et souterrain. On risquera l'hypothèse que l'écriture historienne a encore du mal à rendre compte de ce qui échappe à une théorie clairement identifiée et aux appareils, comme s'efforçaient de l'être les CA. Il reste presque comme une incompatibilité entre notre écriture de l'histoire et une partie de l'histoire de Mai.

Comment donc l'historien peut-il identifier plus avant ce *quelque chose* dont l'existence atteste de la puissance émancipatrice de l'événement, et qui induit *quelqu'un qui parle* de manière inédite au sein d'un continuum discursif « révolutionnaire » dont le sujet parlant est l'élément central ? Voilà le questionnement central de l'ouvrage de Christine Fauré, et nul hasard si elle cite un passage de l'autobiographie de François le Madec où c'est d'abord le témoin lui-même qui formule la question à propos de la grève générale : « La nouvelle donne des ailes... L'interrogation est sur toutes les lèvres ; la grève va-t-elle s'étendre ? Renault, c'est un nom. Un espoir insensé habite tout le monde. La grève générale est-elle pour demain ? On en parle depuis si longtemps sans y croire. Puis l'éclaircie se fait encore plus belle : on apprend que les mille huit cents salariés de DBA (Lockheed) à Beauvais se sont mis en grève... *Ces deux noms signifient quelque chose...* Ils parleront fortement demain aux oreilles ouvrières de France » (cité pp. 40-41).

Comment prendre alors le relais d'un tel témoignage, comment entrer ainsi dans l'atelier de l'historien par de tels noms de l'histoire autoproclamés en mai 1968 ? Car c'est là que nous retrouvons cet « excès de la parole sous la forme du déplacement d'un dire » où l'événement fait scandale par « la conflagration des discours et de la confusion de temps », une hétérogénéité discursive déjà signalée, comme nous le rappelle Jacques Rancière³. Comment rendre compte de cette libération de la parole que fut le moment 68, y compris chez les ouvriers longtemps silencieux ? « Alors que l'on nous avait toujours refusé la parole, nous l'avons prise, nous avons appris à parler et cela est irréversible », soulignait un tract cité par Xavier Vigna⁴.

Du vécu ouvrier au vécu des étudiants, en passant par le vécu de toutes sortes de salariés, Christine Fauré propose d'interroger ce *quelque chose* attesté en

3. J. Rancière, *Les noms de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Paris, Le Seuil, 1992.

4. Comité central de grève de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry, 28 mai 1968, Archives CFDT 7 heures 270, cité par X. Vigna, *op. cit.*, p. 48.

1968, ce nouvel exercice de la liberté, en y identifiant « un moment politique de la Révolution française » (p. 23) où se retraduit une nouvelle fois, dans la chaîne continue des révolutions françaises depuis 1789, la plus proche de 68 étant 1936, l'exercice de la démocratie directe grâce à la mobilisation générale. L'historien devient alors lui-même un témoin dont l'analyse prend un relief particulier si on la situe au sein d'un parcours d'observation sociale où est attesté l'énoncé fondateur de l'existence politique d'une classe soucieuse d'émancipation, « être compté pour *quelque chose* » (Robespierre). Dans le moment 68, il s'agit d'observer un fonds commun d'expériences à travers les diverses formes de la grève, donc du vécu ouvrier, de s'interroger sur l'union ouvriers-étudiants trop vite pensée dans les termes d'une ligne de démarcation infranchissable et d'y associer le regard d'experts du social tels que les artistes peintres et les cinéastes. Vaste monde social au sein duquel la tradition de l'assemblée générale héritée de la Révolution française a été singulièrement revivifiée sur fond de symbolique superposant les référents historiques, et de manière spectaculaire dans le monde culturel avec la sérigraphie. La narration de l'occupation des rues (pp. 117-174) prend, dans cette perspective, un relief particulier. Les observateurs y reconnaissent, du positionnement d'une barricade à l'autre, le modèle des journées révolutionnaires parisiennes. Le protagoniste des barricades se fait réticent dans son témoignage, à l'exemple de Cohn-Bendit. Les médias de l'époque, en particulier la radio, y instaurent une interactivité entre acteurs et récepteurs, jusqu'alors inconnue dans les mouvements sociaux. La méfiance des historiens de 68 vis-à-vis de la parole des témoins peut sembler alors contribuer quelque peu à obscurcir l'événement lui-même. Alors qu'« une lecture douce des événements de Mai, purement culturelle et symbolique, a été un des moyens de désamorcer son caractère politique » (p. 252), en revenir aux phénomènes de l'assemblée générale et de la journée révolutionnaire, si typiques de l'émergence de porte-parole dans l'histoire révolutionnaire française et de leur rôle performatif, permet de restituer une radicalité politique.

C'est aussi parce qu'il souhaitait redonner tout son poids politique à l'événement, mais ne pas entendre par politique les seules considérations portant sur la gestion des affaires d'État ou les revendications prises en charge par les syndicats et les partis, que X. Vigna a « cherché, avec passion, des paroles ouvrières » (p. 11). S'il a mené peu d'entretiens, ces paroles lui ont cependant été offertes par de nouvelles sources (notamment les versements effectués au Centre d'histoire du monde du travail de Roubaix par des militants ouvriers ou la diversité des tracts d'usine), mais surtout, par une nouvelle manière de lire ces sources, par une sensibilité « à la multiplicité et à la dissonance » (p. 18) : refusant de ne poursuivre que les lignes énoncées par les organisations syndicales, l'auteur met au jour les éléments d'une « politique ouvrière » qui cherche ses mots pour formuler une expérience et, à l'occasion du conflit,

les trouve mais sans que l'ensemble des paroles surgies s'organisent en un discours complet qui ne connaîtrait ni lacune ni contradiction. À partir des éclats de parole en archives, X. Vigna travaille à la fois à unifier et à construire les principes de ce qu'il appelle une « Charte ouvrière », sans cependant masquer la diversité des voix.

Ces nouvelles manières d'écrire l'histoire de l'événement 68, en quête des formes prises par le protagonisme des singularités agissantes, permettent de penser la diversité au sein d'une collectivité en lutte. Que ces formes d'analyse soient désormais possibles témoigne de la levée de certains obstacles épistémologiques et politiques. Longtemps, les historiens ont réfléchi avant tout en termes de classe ouvrière et de prolétariat. Ces notions sont indispensables et peut-être suffisantes pour certaines périodes ou certains domaines d'analyse, mais il semble que l'événement 68 se laisse mieux aborder à partir d'une recherche des ouvriers au pluriel, tels que les révèlent la diversité des tracts, les témoignages ou entretiens. Dans le cas précis du moment 68, la réticence à prendre en compte les singularités pouvait se comprendre dans le contexte d'une montée en force de la thèse d'un Mai individualiste favorisant une dérive libérale (Lipovetsky, Ferry, Renaut) qu'il aurait fallu contrer par l'étude d'entités définies collectivement. Aujourd'hui, cette légende, comme celle de soixante-huitards passés avec armes et bagages du côté de l'ordre bourgeois, a vécu⁵. Les entretiens menés par Daum, en 1988 et 2007 permettent à la fois de mesurer les fidélités persistantes et de percevoir très concrètement comment cette révolution des individus était aussi, et dans le même élan, invention d'une nouvelle manière de construire le collectif et l'égalité, moment où les voix avaient cessé « d'être le bruit étouffé de nos solitudes »⁶.

Déborah COHEN, Jacques GUILHAUMOU,
Emmanuel RENAULT

5. Voir par exemple Erik Neveu, « Trajectoires de soixante-huitards ordinaires », in D. Damamme, B. Gobille, F. Matonti et B. Pudal, *op. cit.*, pp. 306-318.

6. Michel de Certeau, *La prise de parole*, Paris, Seuil, coll. Points, 1994, p. 40.